



Réponse du Conseil d'Etat à un instrument parlementaire

Question Nicolas Kolly / Roland Mesot
Fribourg mise-t-il sur la formation des imams ?

QA 2013-CE-163

I. Question

Différents médias ont informé ces derniers jours que l'Université de Fribourg était pressentie pour accueillir le centre suisse de formation des imams.

Nous remercions par conséquent le Conseil d'Etat de répondre aux questions suivantes :

1. Cette information est-elle exacte ? Respectivement le Conseil d'Etat a-t-il pris part aux discussions portant sur la création du centre de formation des imams à Fribourg ?
2. Le Conseil d'Etat soutient-il que l'Université de Fribourg accueille le centre suisse de formation des imams ?
3. Qui est compétent pour prendre la décision de l'ouverture de ce centre de formation à Fribourg ?
4. Combien cette nouvelle offre de formation coûtera-t-elle en totalité et combien précisément reviendrait à la charge du canton de Fribourg ?
5. Le développement éventuel de ce centre de formation se fera-t-il aux dépens d'autres développements de l'Université de Fribourg, compte tenu de la situation financière délicate du canton de Fribourg (l'Université de Fribourg vient d'annoncer la fermeture de sa section de pharmacie, notamment pour raison financière) ?
6. Quelles sont les modifications législatives nécessaires pour l'accueil de ce centre de formation ?
7. Sous l'égide de quelle faculté ces cours seraient-ils donnés ?
8. L'islam comptant différents courants, quel courant musulman serait enseigné dans le cadre de cette formation ?
9. L'Université de Fribourg devra-t-elle collaborer avec des universités étrangères dans le cadre de cette formation, si oui lesquelles ?

De plus, une convention du 2 septembre 1949 entre les Evêques suisses et le Conseil d'Etat du canton du Fribourg rappelle que « l'Université de Fribourg trouve sa justification essentielle dans son caractère catholique ». Cette convention dispose que les Evêques suisses « font leur possible pour procurer à l'Université de Fribourg une contribution annuelle d'au moins 400 000 à 500 000 francs », et que cet engagement « est subordonné à la condition que l'Université de Fribourg conserve son caractère d'Université catholique ». Le fait d'instaurer à l'Université de Fribourg le centre national pour la formation des imams semble être en inadéquation avec cette convention, nous remercions le Conseil d'Etat de répondre en outre à ces questions :

10. Cette convention est-elle toujours applicable ou a-t-elle été dénoncée ?
11. Si cette convention est encore en vigueur, le fait de développer à Fribourg le centre national de formation des imams ne viole-t-il pas cette convention ?
12. Le Conseil d'Etat considère-t-il toujours l'Université de Fribourg comme étant catholique, ou du moins d'inspiration chrétienne ?
13. Si ce centre de formation pour les imams voyait le jour à l'Université de Fribourg, est-ce que des fonds proviendraient également d'organisations musulmanes, si oui lesquelles ?
14. De manière plus générale, l'implantation d'un centre de formation des imams est-il compatible avec les préceptes catholiques de l'Université de Fribourg, notamment à travers la faculté de théologie catholique (la première tâche de la faculté de théologie étant, d'après ses statuts, de « procurer aux étudiant-e-s une formation supérieure dans les disciplines théologiques et apparentées, **selon la doctrine catholique** ») ?

22 novembre 2013

II. Réponse du Conseil d'Etat

Le 19 mars 2009, le conseiller national Hugues Hiltbold a déposé un postulat « Filière de formation des imams en Suisse » (09.3189) demandant que le Conseil fédéral examine la possibilité de créer une telle formation. Le Conseil fédéral a alors indiqué vouloir attendre les résultats du programme national de recherche (PNR) 58 : « Collectivités religieuses. Etat et société » dont le module « Les musulmans en Suisse » comprenait un projet étudiant précisément cette question. Suite à la présentation des conclusions du PNR 58 et en réponse à l'interpellation (09.3743) par laquelle le conseiller national Hiltbold demandait une nouvelle prise de position du Conseil fédéral par rapport à son postulat, la Confédération a demandé à la Conférence universitaire suisse (CUS) de lancer une réflexion sur un cursus universitaire pour les imams.

En effet, plusieurs organisations suisses de musulmans, interrogées dans le cadre du PNR 58, constataient que les imams et personnes responsables de leurs lieux de prières étaient souvent mal informés sur les conditions sociales, politiques et juridiques en Suisse. Dans les communautés musulmanes, une personne, généralement un homme versé dans les rites de l'islam et appelé « imam », dirige la prière en commun. Dans la tradition sunnite (prévalant auprès des musulmans suisses), le rôle de l'imam est aussi celui d'un prédicateur, partiellement comparable à un pasteur dans une église protestante. Il est consulté par les membres de sa communauté au sujet de toutes les questions qui touchent l'intersection de la vie quotidienne et de la vie religieuse. Comme il n'existe aucune formation en Suisse, les communautés musulmanes dans notre pays sont souvent encadrées par des imams qui n'ont que peu de connaissances du cadre légal et social, des besoins pastoraux de personnes habitant en Suisse, ainsi que des traditions spécifiques, marquées par le christianisme, de notre pays.

1. Cette information est-elle exacte ? Respectivement le Conseil d'Etat a-t-il pris part aux discussions portant sur la création du centre de formation des imams à Fribourg ?

Dès le début des discussions au sujet de la mise en place d'une formation pour les imams, l'accent a été mis sur la nécessité de l'insérer dans une faculté de théologie. Ainsi, aussi bien la Directrice ICS que le recteur de l'Université de Fribourg ont immédiatement perçu l'intérêt de ce projet pour renforcer le positionnement de la Faculté de théologie de Fribourg en tant que lieu de dialogue interreligieux.

L'Université de Fribourg a d'ailleurs d'emblée été perçue comme favorite en raison de son bilinguisme et de la combinaison unique de compétences académiques dont elle dispose. Sa Faculté de théologie bénéficie d'une aura internationale, est active dans les relations interreligieuses et le dialogue interreligieux, ainsi que dans la théologie pastorale. La Faculté, en coopération avec les unités de formation universitaire d'enseignants, participe également à la formation des enseignants de religion catholique. Finalement, la Faculté de droit de Fribourg dispose de l'unique institut du droit des religions en Suisse.

Le Conseil d'Etat n'a pas été associé aux discussions, car celles-ci se déroulaient au niveau académique. En effet, la CUS n'a pas mené de réflexion politique, mais, considérant qu'il s'agit en premier lieu d'établir un programme de formation, elle a délégué la conduite de ce projet à la Conférence des recteurs des universités suisses (CRUS). Un groupe de travail présidé par le recteur de l'Université de Bâle, Antonio Loprieno, a été créé.

C'est donc le Rectorat de l'Université qui a déposé auprès du groupe de travail de la CRUS une esquisse de projet pour un centre suisse « Islam et société ». Il y annonce l'intérêt de l'institution à offrir des formations complémentaires spécifiquement orientées vers une activité religieuse, pédagogique et sociale mettant l'accent principal sur les connaissances interdisciplinaires nécessaires à l'intégration des communautés musulmanes en Suisse. Dans cet esprit, les fondements de la théologie islamique, les rites islamiques ainsi que la langue arabe ne seraient pas enseignés à l'Université de Fribourg, mais constitueraient des prérequis.

La formation offerte pourrait prendre forme de spécialisations dans des filières existantes (p.ex. Bachelor en enseignement secondaire 1, Master en études théologiques) ou des programmes de formation continue, tels que « Diploma of Advanced Studies », « Certificate of Advanced Studies » et « Master of Advanced Studies ».

2. Le Conseil d'Etat soutient-il que l'Université de Fribourg accueille le centre suisse de formation des imams ?

La création du centre de formation des imams à l'Université de Fribourg permettrait de renforcer son positionnement dans le paysage très concurrentiel de la formation « pastorale » en Suisse et représente une opportunité pour la Faculté de théologie. Même si, dans un premier temps, la formation est destinée surtout aux imams et à d'autres personnes qui encadrent des communautés musulmanes en Suisse, la présence de cette formation créera un espace d'échange interreligieux qui pourra constituer également un atout pour les étudiants en théologie catholique qui, dans leur activité professionnelle, seront de plus en plus amenés à être en contact avec des personnes de religion musulmane. Ceci est souvent le cas par exemple pour les aumôniers dans le cadre hospitalier ou carcéral.

Convaincu de l'importance de la Faculté de théologie bilingue pour le profil spécifique de l'Université de Fribourg et conscient de l'importance que le dialogue interreligieux joue dans la réalité pastorale de nos sociétés contemporaines, le Conseil d'Etat salue l'ouverture dont fait preuve l'Université de Fribourg en proposant de lancer la formation pour les imams. En créant ce centre de formation unique en Suisse, la Faculté de théologie assumerait un service important pour toute la Suisse et apporterait une contribution importante à l'intégration de la communauté musulmane. Finalement, cette démarche de l'Université de Fribourg constitue un apport à la réalisation du défi n° 4 du programme gouvernemental 2012–2016 qui inclut la promotion de la compréhension entre les communautés religieuses.

3. *Qui est compétent pour prendre la décision de l'ouverture de ce centre de formation à Fribourg ?*

Dans la mesure où il s'agit d'une décision académique, la création d'un tel centre de formation est de la compétence de l'Université. Seules les ressources financières y relatives pourraient nécessiter l'accord du Conseil d'Etat, si un financement supplémentaire devait être mis à disposition de l'Université.

4. *Combien cette nouvelle offre de formation coûtera-t-elle en totalité et combien précisément reviendrait à la charge du canton de Fribourg ?*

Les implications financières précises doivent encore être déterminées dans le cadre des discussions avec le groupe de travail mandaté par la Confédération et avec les autorités fédérales. Comme la formation envisagée émane d'un mandat de la Confédération et doit remplir un besoin sur le plan suisse, une contribution financière de la Confédération est prévue. Toutefois, comme pour tout projet, l'institution hôte doit assurer au moins une partie équivalente des coûts.

Il s'agit en particulier d'engager un chef de projet pour la création de ce centre de formation. Afin de garantir la qualité scientifique du projet, cette personne doit être un ou une scientifique expérimenté-e de niveau professoral. Le financement de ce poste, intégré à la Faculté de théologie, serait à la charge de l'Université de Fribourg et devrait être couvert dans un premier temps par des moyens extraordinaires. Le financement par la Confédération devrait permettre d'inviter pour des périodes limitées des scientifiques musulmans apportant différentes compétences et aptes à nourrir le dialogue interreligieux. Il couvrirait également les frais supplémentaires pour le développement et la réalisation du programme (secrétariat, charges de cours, etc.) et du développement d'un réseau de collaboration avec des institutions académiques islamiques appropriées.

Le financement devra être assuré pour une période de cinq ans. Au bout de cette phase pilote, le centre sera évalué pour déterminer sa viabilité à long terme.

5. *Le développement éventuel de ce centre de formation se fera-t-il aux dépens d'autres développements de l'Université de Fribourg, compte tenu de la situation financière délicate du canton de Fribourg (l'Université de Fribourg vient d'annoncer la fermeture de sa section de pharmacie, notamment pour raison financière) ?*

L'Université de Fribourg évalue régulièrement l'opportunité de poursuivre les activités dans différents domaines d'activité et opère des réallocations de ressources à l'interne. Plusieurs développements ou renforcements de filières à succès ont été rendus possibles grâce à la suppression de postes dans d'autres domaines. En ce qui concerne le projet du centre de formation

pour les imams, l'investissement cantonal qui doit être consenti se justifie par l'intérêt du projet et son cofinancement fédéral.

Concernant la pharmacie, il ne s'agit pas d'une section, mais d'une filière d'études incomplète de deux ans n'aboutissant à aucun diplôme de l'Université de Fribourg, les étudiants devant poursuivre leurs études dans d'autres universités. Les moyens qui seront libérés par la renonciation à ce programme partiel seront réinvestis au sein du département de médecine de la Faculté des sciences dont les ressources doivent être consolidées suite à son développement récent. Ils doivent permettre de créer un programme de master prévu dans la planification stratégique de cette faculté.

6. Quelles sont les modifications législatives nécessaires pour l'accueil de ce centre de formation ?

La création d'une nouvelle formation organisée par une faculté existante ne requiert aucune modification des dispositions légales. Si, pour gérer cette formation, une unité d'enseignement et de recherche telle qu'un institut est créée au sein de la Faculté de théologie, cette unité doit être pourvue de statuts et inscrite dans les statuts de la Faculté.

7. Sous l'égide de quelle faculté ces cours seraient-ils donnés ?

Comme déjà indiqué, il est prévu de rattacher le centre à la Faculté de théologie, car c'est en majorité les compétences existantes de cette dernière qui seront sollicitées pour la formation complémentaire envisagée. Il convient d'ajouter que l'Ordre des Dominicains dont le Grand Maître est le Chancelier de cette faculté est depuis toujours actif dans le dialogue avec le monde musulman. Il s'agit d'une tradition qui remonte à l'époque de Saint Thomas et qui est poursuivie de nos jours au sein des institutions telles que l'Institut dominicain d'études orientales au Caire qui travaille de manière intensive avec le monde musulman ou l'Ecole Biblique de Jérusalem qui entretient des contacts tant avec le monde juif que musulman.

8. L'islam comptant différents courants, quel courant musulman serait enseigné dans le cadre de cette formation ?

Le projet ne vise pas la création d'un cursus académique en religion musulmane ou en sciences islamiques. Il s'agit plutôt de la transmission de compétences touchant à l'activité d'imams dans le cadre culturel, social et légal de la Suisse. Dans ce sens, le centre ne sera pas affilié à une des dénominations de l'islam. Il mettra d'ailleurs l'accent sur la cohabitation entre les différentes religions, mais aussi entre les différents courants de l'islam. Les intervenants musulmans devront refléter cette approche. Pour assurer la diversité, ils ne feront pas partie du corps enseignant de la Faculté de théologie, mais seront des invités externes. La formation s'adressera à des membres des communautés musulmanes en Suisse. Ces communautés sont dans leur large majorité de la dénomination sunnite et marquées par les pratiques religieuses des régions d'origine de la plupart des musulmans dans notre pays, notamment la Turquie et le sud-est de l'Europe.

9. L'Université de Fribourg devra-t-elle collaborer avec des universités étrangères dans le cadre de cette formation, si oui lesquelles ?

Etant donné que les compétences théologiques constitueront un prérequis à l'admission, une coopération avec des universités offrant des formations en islam sera en effet indispensable. Comme le concept est dans un stage initial, aucun accord avec une institution n'a été conclu. Les

institutions qui entrent en considération doivent se trouver dans un pays dont l'ordre constitutionnel garantit le droit fondamental de la liberté religieuse. Cette condition est remplie notamment par des institutions en Autriche et en Allemagne, ainsi qu'en Turquie et en Egypte.

10. Cette convention [Convention du 2 septembre 1949 entre les Evêques suisses et le Conseil d'Etat du canton du Fribourg] est-elle toujours applicable ou a-t-elle été dénoncée ?

La Convention de 1949 est toujours en vigueur, même s'il s'agit d'un texte qui reflète une réalité historique qui a beaucoup évolué. Ainsi, la Conférence des Evêques suisse a constitué le 9 juin 1998 la Fondation Pro Universitate Friburgensis dans le but de promouvoir l'Université de Fribourg au moyen des fonds récoltés auprès des catholiques suisses. Les attributions du Conseil de l'Université, une commission consultative du Conseil d'Etat instituée par la Convention de 1949, ont été revues à plusieurs reprises pour tenir compte de l'autonomie de l'institution et des compétences des organes universitaires.

11. Si cette convention est encore en vigueur, le fait de développer à Fribourg le centre national de formation des imams ne viole-t-il pas cette convention ?

La Convention concerne les fonds récoltés auprès des catholiques suisses au profit de l'Université de Fribourg pour tenir compte de l'accueil des étudiants extracantonaux. Dans le passé, ces fonds finançaient partiellement le fonctionnement ordinaire de l'institution. Or, les subventions fédérales de base et, surtout depuis 1980, l'accord intercantonal universitaire ont pris la relève. Les contributions de quête servent désormais à financer des projets particuliers et ce sont ces projets qui doivent être conformes à l'esprit et aux buts de la Convention. Actuellement la plupart de ces subsides sont alloués au « pôle de compétence éthique » de l'Université qui offre des cours en éthique appliquée aux étudiants de toutes les facultés. L'utilisation des fonds est communiquée dans le message adressé par les Evêques aux catholiques suisses lors de la quête.

12. Le Conseil d'Etat considère-t-il toujours l'Université de Fribourg comme étant catholique, ou du moins d'inspiration chrétienne ?

Depuis sa fondation en 1889, l'Université de Fribourg a été une université d'Etat. Elle n'a jamais été une université catholique selon la définition légale établie dans la Constitution apostolique « Ex Corde Ecclesiae ». Afin d'être reconnue comme université catholique, une institution doit être placée sous la tutelle d'un Diocèse, d'une Conférence des Evêques ou directement du Saint-Siège. Or, l'Université de Fribourg était dès ses débuts régie par la législation du canton de Fribourg.

Par contre, sa fondation répondait incontestablement à la volonté des catholiques suisses de se doter d'un lieu de formation académique. Cet héritage est notamment reflété par la Charte de l'Université, selon laquelle elle « offre, dans un esprit d'ouverture spirituelle et intellectuelle, la possibilité de réfléchir aux valeurs de l'humanisme chrétien ». L'offre de formations concernant essentiellement la coexistence d'une pratique musulmane avec les traditions et valeurs suisses, marquées par le christianisme, peut être considérée comme tout à fait conforme avec cette vocation exprimée dans la Charte de l'Université.

13. Si ce centre de formation pour les imams voyait le jour à l'Université de Fribourg, est-ce que des fonds proviendraient également d'organisations musulmanes, si oui lesquelles ?

Un financement direct de ce centre par des organisations musulmanes n'est pas envisagé, car difficilement conciliable avec la liberté académique garantie par la loi sur l'Université. La participation à la formation continue qui y sera offerte sera soumise à une finance d'inscription. Il n'est a priori pas exclu que des organismes musulmans en Suisse attribueront des bourses individuelles à des participants à cette formation pour la couverture de ces frais.

14. De manière plus générale, l'implantation d'un centre de formation des imams est-il compatible avec les préceptes catholiques de l'Université de Fribourg, notamment à travers la faculté de théologie catholique (la première tâche de la faculté de théologie étant, d'après ses statuts, de « procurer aux étudiant-e-s une formation supérieure dans les disciplines théologiques et apparentées, selon la doctrine catholique ») ?

L'activité de ce centre ne viendra pas se suppléer aux activités de la Faculté de théologie qui continuera à transmettre un savoir théologique selon la doctrine catholique. Comme déjà indiqué, le but du projet n'est pas d'établir un programme de formation complète en islam pour former des imams, mais de proposer une formation complémentaire pour donner aux imams des connaissances sur la réalité sociale, culturelle, juridique et confessionnelle en Suisse.

4 février 2014



Antwort des Staatsrats auf einen parlamentarischen Vorstoss

Anfrage Nicolas Kolly / Roland Mesot
Setzt Freiburg auf die Imam-Ausbildung?

QA 2013-CE-163

I. Anfrage

Verschiedene Medien meldeten in den vergangenen Tagen, die Universität Freiburg werde als Standort für das schweizerische Ausbildungszentrum von Imamen gehandelt.

Daher ersuchen wir den Staatsrat um die Beantwortung folgender Fragen:

1. Stimmt dies? Beziehungsweise, war die Regierung in die Diskussionen um die Gründung des Ausbildungszentrums für Imame in Freiburg involviert?
2. Unterstützt der Staatsrat das Projekt, dass an der Universität Freiburg ein schweizerisches Ausbildungszentrum für Imame entstehen soll?
3. Wer ist befugt, über die Eröffnung eines solchen Zentrums in Freiburg zu entscheiden?
4. Wieviel wird dieses neue Angebot insgesamt kosten und wieviel wird der Kanton Freiburg daran bezahlen?
5. Wird der allfällige Aufbau dieses Ausbildungszentrum angesichts der knappen finanziellen Mittel des Kantons Freiburg nicht zulasten anderer Bildungsgänge der Universität Freiburg gehen (zumal die Universität Freiburg vor kurzem die Schliessung ihrer Pharmazie-Abteilung angekündigt hat, insbesondere aus finanziellen Erwägungen)?
6. Welche gesetzlichen Änderungen braucht es für die Einrichtung dieses Ausbildungszentrums?
7. Welcher Fakultät wird diese Ausbildung unterstellt? Unter der Leitung welcher Fakultät wird dieser Unterricht erfolgen?
8. Es gibt verschiedene muslimische Strömungen; welche davon wird im Rahmen dieser Ausbildung unterrichtet?
9. Wird die Universität Freiburg im Rahmen dieser Ausbildung mit ausländischen Universitäten zusammenarbeiten müssen, und wenn ja, mit welchen?

Ausserdem steht im Abkommen vom 2. September 1949 zwischen den Schweizerischen Bischöfen und dem Staatsrat des Kantons Freiburg, die Universität Freiburg trage ihre innere Rechtfertigung in ihrem katholischen Charakter. Laut diesem Abkommen tun die «schweizerischen Bischöfe ihr Möglichstes, um für die Universität Freiburg einen jährlichen Beitrag von mindestens Fr. 400 000 – 500 000 aufzubringen». Diese Zusicherung erfolge «unter der Voraussetzung, dass die Universität Freiburg den Charakter einer katholischen Universität beibehält». Die Schaffung des nationalen Zentrums für die Imam-Ausbildung an der Universität Freiburg scheint mit diesem Abkommen unvereinbar zu sein. Daher bitten wir den Staatsrat, zusätzlich folgende Fragen zu beantworten:

10. Gilt dieses Abkommen immer noch oder wurde es gekündigt?
11. Sollte dieses Abkommen noch gültig sein, stellt sich die Frage, ob die Einrichtung des nationalen Ausbildungszentrums für Imame in Freiburg das Abkommen verletzt?
12. Betrachtet der Staatsrat die Universität Freiburg immer noch als katholisch oder zumindest christlich inspiriert?
13. Falls dieses Ausbildungszentrum für Imame an der Universität Freiburg zustande kommt, werden muslimische Organisationen auch Mittel dafür zahlen und wenn ja, welche Organisationen?
14. Allgemeiner betrachtet, ist die Einrichtung eines Ausbildungszentrums für Imame mit den katholischen Grundsätzen der Universität Freiburg vereinbar, insbesondere an der katholischen Theologischen Fakultät (gemäss ihren Statuten besteht die oberste Aufgabe der Theologischen Fakultät darin, «den Studierenden eine höhere Bildung in den theologischen und in den verwandten Disziplinen **entsprechend der katholischen Lehre** zu vermitteln)?

22. November 2013

II. Antwort des Staatsrats

Am 19. März 2009 reichte Nationalrat Hugues Hiltpold ein Postulat mit dem Titel «Ausbildung von Imamen in der Schweiz » (09.3189) ein, worin er den Bundesrat beauftragte, die Möglichkeit für die Schaffung eines Ausbildungsgangs für Imame in der Schweiz zu prüfen. Der Bundesrat antwortete daraufhin, er wolle erst die Ergebnisse des Nationalen Forschungsprogramms (NFP) 58 «Religionen in der Schweiz» abwarten. Denn dessen Modul «Muslime in der Schweiz» gehe in einem Projekt der Frage nach, ob Imame und islamische Religionslehrer in der Schweiz ausgebildet werden sollen. Im Anschluss an die Präsentation des Schlussberichts des NFP 58 und als Antwort auf die Interpellation (09.3743), mit der Nationalrat Hiltpold eine erneute Stellungnahme des Bundesrats zu seinem Postulat verlangte, betraute der Bund die Schweizerische Universitätskonferenz (SUK) mit der Aufgabe, der Frage der Ausbildung von Imamen an schweizerischen Hochschulen nachzugehen.

Denn mehrere muslimische Organisationen in der Schweiz, die im Rahmen des NFP 58 befragt wurden, hatten darauf hingewiesen, dass die Imame und religiösen Würdenträger häufig schlecht über die sozialen, politischen und rechtlichen Gegebenheiten in der Schweiz informiert seien. In den muslimischen Gemeinschaften leitet eine Person das gemeinsame Gebet; in der Regel ist es ein Mann, der die islamischen Riten gut kennt und «Imam» genannt wird. In der sunnitischen Tradition (die Mehrheit der in der Schweiz lebenden Muslime sind Sunniten) übernimmt der Imam auch die Rolle eines Predigers, teilweise vergleichbar mit einem Pastor in der reformierten Kirche. Die Mitglieder seiner Religionsgemeinschaften wenden sich mit allen Fragen an der Schnittstelle zwischen Alltagsleben und religiösem Leben an den Imam. Da in der Schweiz keine entsprechende Ausbildung existiert, werden die muslimischen Gemeinschaft in unserem Land häufig von Imamen betreut, die das rechtliche und soziale Umfeld, die seelsorgerischen Bedürfnisse der in der Schweiz

lebenden Menschen sowie die besonderen, christlich geprägten Traditionen unseres Landes kaum kennen.

1. *Stimmt dies? Beziehungsweise, war die Regierung in die Diskussionen um die Gründung des Ausbildungszentrums für Imame in Freiburg involviert?*

Seit Beginn der Diskussionen um die Imamausbildung in der Schweiz wurde betont, dass diese an einer Theologischen Fakultät angeboten werden sollte. Die Direktorin für Erziehung, Kultur und Sport wie auch der Rektor der Universität Freiburg sahen in diesem Projekt sofort eine Chance, die Positionierung der Theologischen Fakultät von Freiburg als Standort für den interreligiösen Dialog zu stärken.

Die Universität Freiburg wurde zudem von vornherein als Favoritin gehandelt, und war wegen ihrer Zweisprachigkeit und der einzigartigen Kombination akademischer Kompetenzen, die sie anzubieten hat. Ihre Theologische Fakultät geniesst einen internationalen Ruf und setzt sich für die Pflege der interreligiösen Beziehungen und den interreligiösen Dialog sowie für die Pastoraltheologie ein. Die Fakultät beteiligt sich in Zusammenarbeit mit den Abteilungen für die Lehrerinnen- und Lehrerbildung der Universität ebenfalls an der Ausbildung katholischer Religionslehrkräfte. Und schliesslich besteht an der Rechtswissenschaftlichen Fakultät von Freiburg das einzige Institut für Religionsrecht der Schweiz.

Der Staatsrat war nicht an den Diskussionen beteiligt, da diese auf Hochschulebene geführt wurden. Denn die SUK stellte keine politischen Überlegungen an, sondern delegierte dieses Projekt an die Rektorenkonferenz der Schweizer Universitäten (CRUS), da es ihrer Ansicht nach in erster Linie darum ging, ein Ausbildungsprogramm zu erarbeiten. Dazu wurde eine Arbeitsgruppe unter der Leitung des Rektors der Universität Basel, Antonio Loprieno, eingesetzt.

Das Rektorat der Universität unterbreitete daraufhin der Arbeitsgruppe der CRUS eine Projektskizze für ein schweizerisches Zentrum «Islam und Gesellschaft». Darin bekundet die Universität ihr Interesse, auf religiöse, pädagogische und soziale Tätigkeiten ausgerichtete Zusatzausbildungen anzubieten, bei denen der Schwerpunkt auf die nötigen interdisziplinären Kenntnisse für die Integration der muslimischen Gemeinschaften in der Schweiz gelegt wird. Demnach werden die Grundlagen der islamischen Theologie, die islamischen Riten sowie die arabische Sprache an der Universität Freiburg nicht unterrichtet, sondern entsprechende Kenntnisse werden vorausgesetzt.

Die angebotene Ausbildung könnte in Form von Spezialisierungen in bestehenden Studiengängen (z.B. Bachelor of Science für den Unterricht auf der Sekundarstufe 1, Master in Theologischen Studien) oder Weiterbildungsprogrammen wie «Diploma of Advanced Studies», «Certificate of Advanced Studies» und «Master of Advanced Studies» erfolgen.

2. *Unterstützt der Staatsrat das Projekt, dass an der Universität Freiburg ein schweizerisches Ausbildungszentrum für Imame entstehen soll?*

Mit der Schaffung des Ausbildungszentrums für Imame könnte die Position der Universität Freiburg in der stark von Konkurrenz geprägten «pastoralen» Bildungslandschaft in der Schweiz stärken und wäre für die Theologische Fakultät ein Vorteil. Auch wenn sich die Ausbildung vorerst vor allem an Imame und andere Betreuungspersonen der muslimischen Gemeinschaften in der Schweiz richtet, würde damit eine Plattform für den interreligiösen Austausch geschaffen. Diese

wäre auch für die Studierenden der katholischen Theologie von Nutzen, da sie in ihrer beruflichen Tätigkeit mehr und mehr mit Menschen muslimischer Religion zu tun haben. Das ist etwa häufig bei Seelsorgern der Fall, die im Spitalwesen oder im Strafvollzug tätig sind.

Der Staatsrat ist überzeugt davon, dass die zweisprachige Theologische Fakultät für das besondere Profil der Universität Freiburg wichtig ist und der interreligiöse Dialog in der pastoralen Praxis unserer heutigen Gesellschaft eine wesentliche Rolle spielt. Daher begrüsst er die Offenheit der Universität Freiburg und ihre Bereitschaft, die Imamausbildung zu lancieren. Mit der Schaffung dieses schweizweit einzigen Ausbildungszentrums würde die Theologische Fakultät eine wichtige Aufgabe für die gesamte Schweiz übernehmen und einen bedeutenden Beitrag zur Integration der muslimischen Religionsgemeinschaft leisten. Zudem trägt die Universität Freiburg mit dieser Initiative auch zur Realisierung der Herausforderung 4 des Regierungsprogramms 2012–2016 bei, welche die Festigung des sozialen Zusammenhalts anstrebt.

3. Wer ist befugt, über die Eröffnung eines solchen Zentrums in Freiburg zu entscheiden?

Da es sich um einen akademischen Entscheid handelt, ist die Universität für die Schaffung eines solchen Ausbildungszentrums zuständig. Einzig die dazu nötige Finanzierung könnte die Zustimmung des Staatsrats erfordern, falls für die Universität zusätzliche Finanzmittel bereitgestellt werden sollten.

4. Wieviel wird dieses neue Angebot insgesamt kosten und wieviel wird der Kanton Freiburg daran bezahlen?

Die genauen finanziellen Auswirkungen müssen im Rahmen der Gespräche mit der vom Bund eingesetzten Arbeitsgruppe und mit den Bundesbehörden noch abgeschätzt werden. Da die geplante Ausbildung auf einem Mandat des Bundes basiert und einen gesamtschweizerischen Bedarf decken soll, ist eine finanzielle Unterstützung des Bundes vorgesehen. Die Gastinstitution muss jedoch, wie bei allen Projekten, mindestens einen gleich hohen Anteil an den Kosten übernehmen.

Insbesondere gilt es, einen Projektleiter für die Schaffung des Ausbildungszentrums anzustellen. Um die wissenschaftliche Qualität des Projekts zu gewährleisten, muss die Leiterin oder der Leiter eine wissenschaftlich erfahrene Person auf Professorenstufe sein. Die Universität Freiburg müsste diese in die Theologische Fakultät integrierte Stelle finanzieren; die Finanzierung sollte zunächst durch ausserordentliche Mittel erfolgen. Mit dem finanziellen Beitrag des Bundes könnten muslimische Gelehrte für befristete Zeit eingeladen werden, um mit ihren verschiedenen Fachkenntnissen den interreligiösen Dialog zu erweitern und zu vertiefen. Der Betrag würde zudem auch die Zusatzkosten für die Entwicklung und die Einrichtung des Ausbildungsangebots (Sekretariat, Lehrbeauftragte usw.) und für den Aufbau eines Netzwerks für die Zusammenarbeit mit geeigneten islamischen akademischen Institutionen decken.

Die Finanzierung sollte für eine Dauer von fünf Jahren gesichert werden. Am Ende dieser Versuchsphase würde dann eine Evaluation des Ausbildungszentrums erfolgen, um zu entscheiden, ob dieses langfristig betrieben werden kann.

5. *Wird der allfällige Aufbau dieses Ausbildungszentrum angesichts der knappen finanziellen Mittel des Kantons Freiburg nicht zulasten anderer Bildungsgänge der Universität Freiburg gehen (zumal die Universität Freiburg vor kurzem die Schliessung ihrer Pharmazie-Abteilung angekündigt hat, insbesondere aus finanziellen Erwägungen)?*

Die Universität Freiburg führt regelmässig Evaluationen durch und prüft, ob es sinnvoll ist, ihre Tätigkeiten in verschiedenen Tätigkeitsfeldern fortzuführen. Sie verteilt zudem die internen Ressourcen entsprechend um. So konnten dank der Streichung von Stellen in anderen Bereichen mehrere erfolgreiche Studiengänge ausgebaut oder verstärkt werden. Was nun das geplante Ausbildungszentrum für Imame betrifft, so rechtfertigt sich die Investition des Kantons, die noch bewilligt werden muss, aufgrund der Bedeutung des Projekts und der Mitfinanzierung durch den Bund.

Zur Pharmazie ist darauf hinzuweisen, dass es sich hier nicht um eine Abteilung handelt, sondern um einen zweijährigen Studiengang, der an der Universität Freiburg nicht abgeschlossen werden kann; die Studierenden müssen ihr Studium an anderen Universitäten fortsetzen. Die Mittel, die durch den Verzicht auf dieses Teilprogramms frei werden, werden in das Departement für Medizin der Mathematisch-Naturwissenschaftlichen Fakultät investiert, deren Ressourcen aufgrund ihrer jüngsten Entwicklung aufgestockt werden müssen. Sie sollen die Schaffung eines Masterstudiengangs ermöglichen, wie dies in der strategischen Planung dieser Fakultät vorgesehen ist.

6. *Welche gesetzlichen Änderungen braucht es für die Einrichtung dieses Ausbildungszentrums?*

Die Schaffung einer neuen Ausbildung, die von einer bestehenden Fakultät organisiert und angeboten wird, erfordert keine Änderung der gesetzlichen Bestimmungen. Sollte die Theologische Fakultät für die Organisation dieser Ausbildung eine Lehr- und Forschungseinheit wie etwa ein Institut einrichten, so müssen für diese Einheit Statuten festgelegt und in die Statuten der Fakultät aufgenommen werden.

7. *Welcher Fakultät wird diese Ausbildung unterstellt?*

Wie bereits erwähnt soll dieses Zentrum der Theologischen Fakultät angegliedert werden, da für die geplante Zusatzausbildung mehrheitlich die an dieser Fakultät vorhandenen Kompetenzen in Anspruch genommen werden. Anzumerken ist zudem, dass der Dominikanerorden, dessen Magister der Grosskanzler dieser Fakultät ist, sich schon immer für den Dialog mit der muslimischen Welt eingesetzt hat. Diese Tradition geht auf die Zeit des Heiligen Thomas von Aquin zurück und wird heute von Institutionen weitergetragen wie dem dominikanischen Institut für Orientalische Studien in Kairo, das intensiv mit der muslimischen Welt zusammenarbeitet, oder der Bibelschule in Jerusalem (Ecole Biblique), die Kontakte zur jüdischen wie auch zur muslimischen Welt unterhält.

8. *Es gibt verschiedene muslimische Strömungen; welche davon wird im Rahmen dieser Ausbildung unterrichtet?*

Bei diesem Projekt ist es nicht geplant, einen akademischen Studiengang in muslimischer Religion oder in Islamwissenschaften zu schaffen. Vielmehr geht es um die Vermittlung von Kenntnissen, die einen Bezug zur Tätigkeit der Imame im kulturellen, sozialen und rechtlichen Umfeld der Schweiz aufweisen. Daher orientiert sich das Zentrum nicht an einer bestimmten Glaubensrichtung des Islam. Es legt hingegen den Schwerpunkt auf das Zusammenleben der Angehörigen

verschiedener Religionsgemeinschaften, aber auch verschiedener Glaubensrichtungen des Islam. Die muslimischen Gelehrten sollten diesen Ansatz reflektieren. Um die Vielfalt zu gewährleisten, werden sie nicht zum Lehrkörper der Theologischen Fakultät gehören, sondern sie werden als externe Gastprofessoren eingeladen. Die Ausbildung richtet sich an Mitglieder der muslimischen Gemeinschaften in der Schweiz. Diese Gemeinschaften gehörten mehrheitlich der sunnitischen Glaubensrichtung an. Sie sind geprägt von den religiösen Praktiken der Herkunftsregionen der meisten in unserem Land lebenden Musliminnen und Muslime, die hauptsächlich aus der Türkei und den südosteuropäischen Ländern stammen.

9. *Wird die Universität Freiburg im Rahmen dieser Ausbildung mit ausländischen Universitäten zusammenarbeiten müssen, und wenn ja, mit welchen?*

Da die theologischen Kenntnisse für die Zulassung zu dieser Ausbildung vorausgesetzt werden, wäre eine Zusammenarbeit mit Universitäten, die eine Ausbildung in islamischer Theologie anbieten, natürlich unumgänglich. Das Projekt befindet sich jedoch noch in der Entwicklung, weshalb noch keinerlei Vereinbarungen mit einer entsprechenden Institution abgeschlossen worden sind. Die in Frage kommenden Institutionen müssen sich in einem Land befinden, dessen Verfassung den Grundsatz der Religionsfreiheit gewährleistet. Diese Bedingung wird namentlich von den Institutionen in Österreich und in Deutschland sowie in der Türkei und in Ägypten erfüllt.

10. *Gilt dieses Abkommen [Abkommen vom 2. September 1949 zwischen den Schweizerischen Bischöfen und dem Staatsrat des Kantons Freiburg] immer noch oder wurde es gekündigt?*

Dieses Abkommen aus dem Jahr 1949 ist immer noch gültig, auch wenn sein Inhalt eine geschichtliche Situation widerspiegelt, die sich inzwischen stark gewandelt hat. So hat die Schweizer Bischofskonferenz am 9. Juni 1998 die Stiftung Pro Universitate Friburgensis gegründet, um die Universität Freiburg mit dem Ertrag der Kollekten der Schweizer Katholiken zu fördern. Die Aufgaben des durch das Abkommen von 1949 eingesetzten Universitätsrats, einer beratenden Kommission des Staatsrats, wurden mehrmals überarbeitet, um der Autonomie der Universität und der Kompetenzen ihrer Organe Rechnung zu tragen.

11. *Sollte dieses Abkommen noch gültig sein, stellt sich die Frage, ob die Einrichtung des nationalen Ausbildungszentrums für Imame in Freiburg das Abkommen verletzt?*

Das Abkommen betrifft die bei Schweizer Katholiken gesammelten Kollekten zugunsten der Universität Freiburg, um der Aufnahme ausserkantonaler Studierender Rechnung zu tragen. In der Vergangenheit dienten diese Gelder teilweise zur Finanzierung des regulären Universitätsbetriebs. Später wurde diese Art der Finanzierung jedoch durch die Grundbeiträge des Bundes und vor allem seit 1980 durch die Interkantonale Universitätsvereinbarung abgelöst. Mit dem Ertrag der Kollekten werden nun spezielle Projekte finanziert; und ebendiese Projekte müssen im Einklang mit den Zielen und Grundsätzen des Abkommen stehen. Derzeit fließen die meisten dieser Zuwendungen in den «Schwerpunkt in Ethik» der Universität, mit dem diese den Studierenden aller Fakultäten ein Angebot an Lehrveranstaltungen im Bereich der Ethik anbietet. Die Verwendung der Fondsgelder wird in der Botschaft der Schweizer Bischofskonferenz an die Schweizer Katholiken anlässlich der Kollekte mitgeteilt.

12. Betrachtet der Staatsrat die Universität Freiburg immer noch als katholisch oder zumindest christlich inspiriert?

Seit ihrer Gründung im Jahr 1889 war die Universität Freiburg eine staatliche Universität. Sie war nie eine katholische Universität im Sinne der rechtlichen Definition in der Apostolischen Konstitution «Ex Corde Ecclesiae». Um als katholische Universität anerkannt zu werden, muss die Einrichtung unter der Aufsicht einer Diözese, einer Bischofskonferenz oder direkt des Heiligen Stuhls stehen. Die Universität Freiburg war jedoch von Anfang an der Gesetzgebung des Kantons Freiburg unterstellt.

Ihre Gründung entsprach hingegen zweifellos dem Wunsch der Schweizer Katholiken nach einer akademischen Bildungsstätte. Dieses Erbe widerspiegelt sich im Leitbild der Universität, wonach diese «in einem Klima intellektueller Offenheit die Möglichkeit» bietet, «die Werte des christlichen Humanismus zu vertiefen». Ein Ausbildungsangebot, das im Wesentlichen die friedliche Koexistenz muslimischer Praktiken mit den christlich geprägten Traditionen und Werten der Schweiz betrifft, kann als voll und ganz vereinbar mit diesem im Leitbild der Universität verankerten Auftrag erachtet werden.

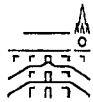
13. Falls dieses Ausbildungszentrum für Imame an der Universität Freiburg zustande kommt, werden muslimische Organisationen auch Mittel dafür zahlen und wenn ja, welche Organisationen?

Eine direkte Finanzierung dieses Zentrums durch muslimische Organisationen ist nicht vorgesehen, da dies schwerlich mit der nach dem Universitätsgesetz gewährleisteten akademischen Freiheit vereinbar wäre. Für die Teilnahme an der dort angebotenen Weiterbildung wird eine Einschreibegebühr verlangt. Es ist nicht von vornherein ausgeschlossen, dass muslimische Organisationen in der Schweiz den Teilnehmenden an dieser Ausbildung in Einzelfällen Stipendien gewähren, um die damit verbundenen Kosten zu decken.

14. Allgemeiner betrachtet, ist die Einrichtung eines Ausbildungszentrums für Imame mit den katholischen Grundsätzen der Universität Freiburg vereinbar, insbesondere an der katholischen Theologischen Fakultät (gemäss ihren Statuten besteht die oberste Aufgabe der Theologischen Fakultät darin, «den Studierenden eine höhere Bildung in den theologischen und in den verwandten Disziplinen entsprechend der katholischen Lehre zu vermitteln»)?

Das Angebot dieses Zentrums wird die Tätigkeiten der Theologischen Fakultät nicht ersetzen; diese wird weiterhin theologisches Wissen entsprechend der katholischen Lehre vermitteln. Wie bereits erwähnt soll dieses Projekt keinen vollständigen islamischen Bildungsgang für angehende Imame einrichten, sondern eine Zusatzausbildung anbieten, um den Imamen Kenntnisse über die sozialen, kulturellen, rechtlichen und konfessionellen Gegebenheiten in der Schweiz zu vermitteln.

4. Februar 2014



Kolly Nicolas, Mesot Roland, Hunziker Yvan, Schoenenweid André, Morand Patrice, Doutaz Jean-Pierre, Kolly Gabriel, Piller Alfons, Waeber Emanuel, Peiry Stéphane

Formation d'imams à l'Université de Fribourg

Cosignataires : 12 Réception au SGC : 26.02.14 Transmission au CE : *03.03.14

Dépôt et développement

Le Conseil d'Etat a récemment confirmé dans sa réponse à une question que l'Université de Fribourg accueillera le Centre national suisse de formation des imams.

Cette formation ne serait dans un premier temps, d'après le Conseil d'Etat, qu'une formation ayant pour but une « transmission de compétences touchant à l'activité d'imams dans le cadre culturel, social et légal de la Suisse ». De plus, ce Centre de formation sera intégré à la Faculté de théologie catholique de l'Université de Fribourg.

Le canton de Fribourg devra « assurer au moins une partie équivalente des coûts que ceux assumés par la Confédération ». Comme chacun le sait, notre canton connaît des difficultés financières qui ont amené à prendre des mesures d'économies douloureuses pour la population. Par cohérence et par respect pour toutes les personnes touchées par ces mesures d'économies, l'Etat doit plus que jamais prioriser ses dépenses. Dans le cadre de ces mesures d'économies, le Conseil d'Etat vient d'ailleurs d'annoncer qu'il faudra renoncer à 40 postes dans l'enseignement obligatoire ces prochaines années. Il n'est par conséquent pas acceptable pour nous de demander des efforts supplémentaires à l'enseignement obligatoire alors qu'en parallèle le canton investirait l'argent du contribuable pour former des imams dans notre Université.

Par ailleurs, nous avons pris acte que cette formation ne serait pas une formation coranique à proprement dite. Nous pensons que cela ne sera peut-être qu'une première étape et que si une formation coranique complète devait être dans le futur ouverte en Suisse, il serait probable que cela se fasse à Fribourg puisque notre canton possèdera déjà le Centre de formation continue des imams. D'ailleurs, le Conseil d'Etat affirme dans sa réponse que « les rites islamiques ainsi que la langue arabe ne seraient pas enseignés à l'Université de Fribourg ». L'usage du conditionnel dans cette réponse est pour le moins ambiguë. Enfin, le chef de projet Antonio Loprieno a affirmé dans la presse que cette formation serait « dans un premier temps uniquement » une formation continue. L'ouverture par la suite d'une faculté coranique à Fribourg est donc possible.

A ce sujet, nous sommes d'avis que la Faculté de théologie doit conserver son caractère chrétien comme le précise ses statuts : la première tâche de la Faculté étant de « procurer aux étudiant-e-s une formation supérieure dans les disciplines théologiques et apparentées, selon la doctrine catholique ». La Faculté de théologie est reconnue mondialement comme étant un pôle de formation catholique renommée. Nombreux sont d'ailleurs les hauts prélats catholiques à y avoir étudié. Garder cette identité ne viole pas l'égalité de traitement entre religions. Notre canton fait également une place privilégiée aux églises chrétiennes. Nous sommes donc d'avis que l'ouverture de ce Centre de formation des imams affaiblira davantage la Faculté de théologie qu'elle ne la renforcera.

*date à partir de laquelle court le délai de réponse du Conseil d'Etat (5 mois).

De plus, l'Université de Fribourg offre déjà un cursus unique en Suisse en droit des religions. Cet institut offre un « développement du droit des religions du point de vue interconfessionnel et interreligieux », comme le précise son site internet. Cette formation offre par conséquent déjà la possibilité aux imams d'acquérir « les connaissances interdisciplinaires nécessaires à l'intégration des communautés musulmanes en Suisse » dans le respect des lois suisses, comme le souhaite le Conseil d'Etat.

En définitif, nous ne sommes pas contre une formation continue pour les imams en Suisse, mais nous nous opposons à ce que ce Centre soit ouvert dans la Faculté de théologie catholique de l'Université de Fribourg, aux frais du contribuable fribourgeois.

L'article 4 alinéa 1 de la loi sur l'Université confère au Conseil d'Etat l'exercice de la haute surveillance sur l'Université. Conformément à l'article 79 de la loi sur le Grand Conseil, nous demandons avec ce mandat que le Conseil d'Etat intervienne auprès de l'Université afin qu'elle renonce au développement du Centre national des imams à l'Université de Fribourg.

—